

Deuxième séminaire de haut niveau
sur l'aide au développement
29-30 mars, 2006

Migration et développement

Hotel Lutetia,
45, boulevard Raspail
75006 Paris

Si les questions migratoires prennent une dimension particulière cette année, avec comme point d'orgue la place que les Nations unies vont leur accorder en septembre prochain, elles occupent aujourd'hui une place bien trop limitée dans les débats internationaux : les déséquilibres démographiques entre pays développés et en développement ne vont cesser de se creuser dans les années à venir, les pressions migratoires devraient s'intensifier avec la permanence des différences de niveaux de vie. Dans le même temps et malgré la faiblesse des données disponibles, les effets positifs et négatifs des migrations sur le bien-être et le développement des pays d'origine et de destination sont de mieux en mieux identifiés.

Même si aujourd'hui, les obstacles à la mobilité des personnes entre pays développés et en développement demeurent très élevés, il est important de s'assurer que les bénéfices qui résultent des migrations existantes soient les plus importants et les plus équitables possibles et que les effets négatifs soient minimisés, tant pour les pays d'origine que de destination. Or, les politiques migratoires des pays développés sont aujourd'hui définies indépendamment de la question de leur impact sur les économies en développement ; et celles des pays d'origine, généralement insuffisantes voire inexistantes, ne remplissent pas ce rôle. L'aide publique au développement pourrait dès lors devenir un des instruments possibles pour accroître l'impact positif des migrations sur leur développement et en limiter les effets négatifs. En Europe, la conséquence directe de la définition de principes généraux communautaires de structuration des politiques migratoires des Etats membres doit conduire à une plus grande concertation et coordination des politiques d'aide. Plus encore, la mise en cohérence des politiques d'aide et des politiques migratoires apparaît déjà comme indispensable.

Mercredi 29 mars 2006

18h30 – 19h00 Accueil

19h00 – 20h30 Présentation du séminaire

Introduction du séminaire par la Présidence de l'Union européenne et présentation des échéances. Présentation de l'atelier de travail.

Président : *Irene Freudenschuss-Reichl*, Directrice générale, Ministère des affaires étrangères, Vienne

Orateurs : *Philippe Etienne*, Directeur général, Ministère des affaires étrangères, Paris

Laurence Tubiana, Directrice, Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri), Paris

20h30 – 22h30 Dîner

En présence de : *Brigitte Girardin*, Ministre déléguée à la coopération, au développement et à la francophonie, Paris

Orateur : *Ndioro Ndiaye*, Directrice générale adjointe, Organisation internationale pour les migrations, Genève

Jeudi 30 mars 2006

8h30 – 9h00 Accueil

9h00 – 10h30 Le migration des élites : Quels risques quelles chances pour le développement ?

Les faibles perspectives d'emploi dans les pays en développement et la mise en place de politiques de migration de plus en plus sélectives dans les pays développés conduisent de nombreux travailleurs qualifiés à quitter leur pays d'origine. Ces départs sont considérés comme une perte nette pour le pays qui les a formés. Est-ce toujours le cas ? Peut-on envisager de partager les bénéfices entre pays receveurs et pays d'origine ? Comment faire reconnaître la contribution du pays d'origine ? Cet exode des cerveaux peut-il se transformer en circulation des cerveaux ? Les perspectives démographiques laissent à penser que la demande des pays développés va croître fortement dans les

prochaines années, entraînant une concurrence accrue pour attirer des migrants qualifiés. Les incitations au départ n'en seront que renforcées. Quels rôles les politiques d'aide pourraient-elle jouer pour anticiper ces évolutions et rendre bénéfiques également pour les pays d'origine ces migrations futures de personnes qualifiées ?

Président : *Milagros Hernando Echevarria*, Directeur général, Secrétariat d'Etat à la coopération internationale, Madrid

Orateur : *Hillel Rapoport*, Département d'Economie, Université de Bar-Ilan, Ramat Gan

Discutant : *Jean-Baptiste Meyer*, Institut de recherche pour le développement (IRD), Montpellier

10h30 – 11h00 Pause

11h00 – 12h30 Le codéveloppement : un outil prometteur ?

A quelles conditions les migrants peuvent-ils être des acteurs de développement de leur pays ? L'importance des communautés stables de migrants dans les pays développés, comme l'ampleur des transferts de fonds (*remittances*) vers les pays d'origine, font des migrants des acteurs incontournables du développement. Le codéveloppement, qui recouvre de nombreuses pratiques, doit permettre un réel partage des bénéfices entre pays d'émigration et d'immigration. Pour autant, est-il possible de considérer le codéveloppement comme un outil prometteur ? Peut-on envisager son utilisation à une plus grande échelle et dans quelles conditions ? Quels seraient les avantages et les inconvénients de son utilisation intensive par les donateurs européens ?

Président : *Philippe de Fontaine Vive*, Vice-Président, Banque européenne d'investissement, Luxembourg

Orateur : *Jacques Ould Aoudia*, Président, Migrations et Développement, Paris

Discutant : *Laurence Tubiana*, Directrice, Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri), Paris

12h30 – 14h30 Déjeuner

14h30 – 16h00 Comment renforcer l'intégration des problématiques de développement dans les débats sur les migrations ?

Les communautés de migrants représentent des enjeux politiques importants mais spécifiques pour les pays d'origine, de transit et de destination. Ces enjeux sont en général traités comme des questions de politiques étrangères. De même, les politiques migratoires sont traitées comme des questions de politique intérieure sans que leurs impacts sur le développement des pays d'origine soient pris en compte. Ce cloisonnement interdit de penser des solutions de long terme seules à même de déboucher sur des situations positives tant pour les pays d'origine que de destination. Comment renforcer l'intégration des problématiques de développement dans les débats

sur les migrations ? Comment intégrer la composante « développement » dans les politiques migratoires et étrangères ? Comment les agences de développement peuvent-elles peser davantage dans ce processus ?

Président : *Michael Hoffman*, Directeur général, Ministère de la coopération économique et du développement (BMZ), Bonn

Orateur : *Catherine de Wenden*, Centre d'études et de recherches internationales (CERI), Institut d'études politiques, Paris

Discutant : *James Mackie*, Centre européen de gestion des politiques de développement (ECPDM), Maastricht

16h00 – 16h30 Pause

16h30 – 18h00 Perspectives pour les donateurs européens

Résumé des présentations, débats et conclusions. Perspectives et prochaines étapes.

Président : *Brigitte Girardin*, Ministre déléguée à la coopération, au développement et à la francophonie

Rapporteur : *Laurence Tubiana*, Directrice, Institut du développement durable et des relations internationales (Iddri), Paris